

## *Chronique espagnole :* *1989/1991*

PERE VILANOVA

La dernière chronique étrangère sur l'Espagne (voir *Pouvoirs*, n° 50) se terminait sur une conclusion en forme de question : comment allait se refléter au niveau électoral l'évolution de la société espagnole ? La question était justifiée si l'on tient compte du fait que le PSOE gouvernait à la majorité absolue depuis 1982, ayant aussi gagné les élections générales de 1986. Les craintes et les doutes étaient justifiés par le fait qu'en décembre 1988 — comme nous le signalions alors — le Gouvernement socialiste avait dû faire face à une grève générale qui fut un incontestable succès pour les organisateurs, c'est-à-dire les syndicats. Ajoutons que, selon certains spécialistes, gagner deux fois de suite des élections nationales à la majorité absolue avec un système électoral de type proportionnel est un succès considérable. Tout cela faisait que l'intérêt pour les prochaines élections n'avait jamais été aussi grand depuis le début de la période de transition. D'autant que l'opinion dominante penchait vers une hypothèse de futurs gouvernements de coalition.

Depuis, l'Espagne a dû faire face à plusieurs échéances électorales : les élections européennes du 15 juin 1989, les élections générales du 29 octobre 1989, plusieurs élections régionales importantes et enfin les élections municipales du printemps 1991.

D'un point de vue général, l'intérêt des élections européennes et des législatives d'octobre tient au fait qu'elles se déroulent sur un intervalle de moins de six mois et, pour les premières, six mois à peine après la grève générale de décembre 1988. Le test était de taille. Et paradoxalement, contrairement aux prévisions, le corps électoral a eu un comportement très stable (voir tableau n° 1) :

	29 283 982	Blancs	200 773		
Electeurs inscrits		Nuls	163 806		
Votants	15 987 899				
	1989				1988
Partis et coalitions	Suffrages	%	Sièges	%	Sièges
	PSOE	6 275 554	40,20	27	39,1
PP	3 395 015	21,70	15	24,7	17
CDS	1 133 929	7,20	5	10,3	7
IU	961 742	6,20	4	5,2	3
CIU	666 602	4,30	2	4,4	3
HB	269 089	1,72	1	1,9	1
PEP	238 909	1,53	1	1,7	1
IP	290 286	1,85	1	1,3	
Ruiz-Mateos	608 560	3,90	2		
PA	295 047	1,88	1	1,0	
CN	303 038	1,94	1		
Otros	1 220 251	7,80		10,4	
<b>Total</b>	<b>15 623 329</b>	<b>100,00</b>	<b>60</b>	<b>100,0</b>	<b>60</b>
<b>Participation</b>	<b>15 987 908</b>	<b>54,60</b>		<b>68,9</b>	

PSOE : Partido Socialista Obrero Español ; PP : Partido Popular ; CDS : Centro Democrático y Social ; IU : Izquierda Unida ; CIU : Convergencia i Unió ; HB : Herri Batasuna ; PEP : Por la Europa de los Pueblos ; IP : Izquierda de los pueblos ; PA : Partido Andalucista ; CN : Coalición Nacionalista.

On remarquera que le PSOE, avec 40 % des voix, se maintient face à la stagnation de la droite, le Partido Popular : PP, dépasse à peine 21 %, et la baisse — par rapport aux élections générales de 1986 — des centristes. La seule surprise, dans ces élections européennes, fut le nombre de voix obtenues par le parti de M. Ruiz Mateos, homme d'affaire démagogue et pittoresque, qui est en guerre contre le Gouvernement depuis l'expropriation de Rumasa, fragile empire économique. Le ministre de l'économie décida d'intervenir devant le danger de faillite imminente en 1986. Les 600 000 voix de M. Ruiz Mateos venaient probablement de la droite du PP, et depuis lors dans d'autres élections, le phénomène Ruiz Mateos semble être en voie de disparition. Il s'agit sans doute d'un des cas les plus curieux que la sociologie électorale espagnole ait produit depuis les premières élections démocratiques, en juin 1977.

Les élections générales du 29 octobre 1989 ont été avancées sur décision du Président du Gouvernement, probablement à cause des bons résultats obtenus aux élections européennes de juin. La stabilité du corps électoral a convaincu M. Gonzalez que le moment était venu d'essayer d'obtenir une troisième majorité absolue. Le pari était de taille, puisque à 40 % des voix, avec le système électoral espagnol (Proportionnel, système D'Hondt), le résultat était incertain. Cette fois, c'est justement la stabilité électorale qui sera source de problèmes jusque-là inédits dans la démocratie espagnole. Voyons d'abord les résultats (voir tableau n° 2, p. 142).

Le PSOE, avec près de 40 % des voix, maintient, comme nous l'avons souligné, les résultats des élections européennes ; le PP (droite) atteint presque 26 %, ce qui est un bon résultat par rapport aux européennes (mais s'explique par la récupération des voix de M. Ruiz Mateos et probablement aussi de celles qui commencent à quitter le CDS (Centro Democrático y Social), Parti centriste de M. Adolfo Suarez en crise ouverte) ; les communistes et leurs alliés d'Izquierda Unida (IU) font une entrée remarquable, avec plus de 9 % des voix, ce qui double leur score aux élections générales de 1986 (qui avait été plus ou moins entamé aux européennes de juin, où Izquierda Unida obtint 6 % des voix) ; les minorités catalane, basque et autres, pour leur part, gardent aussi une grande stabilité.

Le problème se posa au moment de la répartition des sièges — et particulièrement à la Chambre des Députés (Congreso de los Diputados) —, quand on s'aperçut que pour la première fois depuis octobre 1982, date de la première victoire socialiste à la majorité absolue, le PSOE risquait d'être minoritaire. Cela n'impliquait pas la chute du Gouvernement socialiste, car le PSOE, avec ces résultats, restait de loin le premier parti et le seul capable de former une coalition stable. Si elle devait se faire — et c'est le pronostic de tous les analystes —, cela ne se pourrait qu'avec la minorité catalane et, peut-être, la minorité basque. Après tout, le PSOE et le Parti nationaliste basque (PNB) n'ont-ils pas gouverné ensemble toute la dernière législature régionale (à la grande fureur des nationalistes d'Eusko Alkartasuna et, bien sûr, d'Herri Batasuna) ?

Les résultats provisoires donnaient aux socialistes entre 174 et 176 députés ; 106 au PP ; 17 aux communistes d'Izquierda Unida ; 18 à la minorité catalane ; 14 au CDS de M. Suarez et ainsi de suite. La majorité absolue, du fait que la Chambre a 350 députés, se situerait à 176 députés. L'enjeu était surtout psychologique, mais quand même d'une grande importance. Et c'est là que les choses se compliquèrent. En effet, l'opposition lança une vaste campagne de recours contre les résultats dans certaines circonscriptions, ce qui eut pour effet de retarder les résultats officiels. En fin de compte, pour trois d'entre elles les résultats furent suspendus, ce qui suspendit aussi le mandat de 18 députés et de quelques sénateurs. Les complications s'accrochèrent par la constatation des imperfections de la loi électorale. Dans un certain désordre, en fonction du type de recours présenté, ce fut la Junte électorale qui décida, soit au niveau de la circonscription (qui est la province dans le cas espagnol), soit la Junte électorale centrale elle-même ; pour d'autres contestations l'affaire arriva jusqu'à la Cour supérieure de Justice (organe supérieur de justice au niveau des communautés autonomes, qui regroupent en général plusieurs provinces, donc plusieurs circonscriptions) ; pour finir, le Tribunal constitutionnel lui-même dut se prononcer, alors qu'il n'a aucune compétence en matière d'élections. Comment le système a-t-il pu dérailler ? C'est un cas intéressant d'« expansion » de compétences de la justice constitutionnelle, qui, n'étant pas compétente en matière d'élections, a dû se pro-

Partis, fédérations, coalitions et candidatures	Elections 1989			
	Suffrages		Sièges	
	Total	%	Total	%
1. Partido Socialista ObreroEspañol (PSOE)	8 088 072	39,56	175	50,2
2. Partido Popular (PP) (¹)	5 282 877	25,84	107	30,2
3. Izquierda Unida (IU)	1 851 080	9,05	17	4,8
4. Centro Democrático y Social (CDS)	1 617 104	7,91	14	4,0
5. Convergencia i Unió (CIU)	1 030 476	5,04	18	5,1
6. Eusko Alderdi Jeltzalea-Partido Nacionalista Vasco (EAJ-PNV)	253 769	1,24	5	1,4
7. Agrupación Ruiz Mateos	218 963	1,07		
8. Herri Batasuna (HB)	216 822	1,06	4	1,1
9. Partido Andalucista (PA)	212 807	1,04	2	0,5
10. Los Verdes-Lista Verde (LV-LV)	154 958	0,76		
11. Unión Valenciana (UV)	144 655	0,71	2	0,5
12. Eusko Alkartasuna (EA)	136 595	0,67	2	0,5
13. Los Verdes Ecologistas (LVE)	134 868	0,66		
14. Euskadiko Ezkerra (EE)	105 217	0,51	2	0,5
15. Partido de los Trabajadores de España-Unidad Comunista (PTE-UC)	86 747	0,42		
16. Esquerra Republicana de Catalunya (ERC)	84 400	0,41		
17. Partido Socialista de los Trabajadores (PST)	63 500	0,41		
18. Partido Aragonés Regionalista (PAR)	71 628	0,35		
19. Agrupaciones Independientes de Canarias (AIC)	64 989	0,32	1	0,2
20. Coalición Galega (CG)	45 546	0,22	1	0,2
21. Uinitat del Poble Valenciá (UPV)	40 770	0,20		
Independientes por Lanzarote				
Agrupación Herreña Independiente				
Asamblea Majorera				
Coalición Galega				
Votes blancs	135 110	0,66		
<b>Total</b>	<b>20 060 953</b>	<b>100,00</b>	<b>350</b>	<b>100,00</b>

(¹) En 1986 Coalición Popular (CP).

noncer par le détour de la protection de certains droits fondamentaux, dont celui de représentation, d'égalité d'accès aux postes publics, etc.

Pour continuer, l'investiture du Président du Gouvernement, qui doit se faire devant la Chambre des députés dans des délais précis, dut se faire alors que la Chambre n'avait pas pourvu au moins 18 sièges. Première question, pouvait-on considérer la Chambre comme légalement constituée ? Deuxième question, des résultats définitifs dépendait le fait que le PSOE ait, ou non, les 176 députés lui donnant la majorité absolue. Finalement, ce n'est que plus de trois mois plus tard que la question fut résolue, dans certains cas au moyen de nouvelles élections, dans d'autres en confirmant les premiers résultats. Et le résultat final accorda au PSOE 175 députés, pour 107 au Partido Popular, ce qui fut interprété comme un cas de « majorité absolue technique », formule pour le moins curieuse.

Depuis, d'autres élections ont eu lieu jusqu'à l'été 1991. En ce qui concerne les élections régionales, celles de la communauté autonome de la Galicie, fin 1989, eurent pour effet de donner une majorité absolue de justesse au Partido Popular, ce qui permit à ce parti de donner à M. Fraga Iribarne, son leader historique déchu à cause de la crise de 1986, la possibilité de se retirer dans l'honneur comme président régional de son fief d'origine. Et aussi de rappeler aux socialistes que les nationalités « historiques », la Catalogne, le Pays Basque et la Galicie, les boudent systématiquement et préfèrent se donner des gouvernements soit nationalistes, soit (dans le cas de la Galicie) régionalistes conservateurs.

En ce qui concerne les élections basques de 1991, elles ont mis fin à la coalition socialiste-nationaliste du PNB et ouvert la possibilité d'une première : une coalition entre les trois partis nationalistes modérés, le PNB, Eusko Alkartasuna (scission du PNB) et Euskadiko Ezquerria. Curieusement, cette coalition n'aura duré que cent jours et s'est terminée à la rentrée par une rupture, une scission au sein d'Euskadiko Ezquerria de M. Bandres et une fulgurante reconstruction de la coalition socialistes-PNB. Les élections législatives de mai 1991, pour leur part, ont eu une relative valeur de test au niveau national, mais de ce point de vue les résultats confirment la tendance générale à la stabilité. Ce n'est qu'en regardant de plus près qu'on constate des micro-crisis ici et là, dont certaines de taille : ainsi, les socialistes perdent Séville et surtout Madrid, ou le Partido Popular double ses voix et avale purement et simplement l'électorat de M. Suarez et de son CDS.

Au-delà des péripéties électorales, on doit ici faire mention des incidences qui ont atteint la plupart des partis politiques. Le CDS de M. Suarez, tout d'abord, semble être en voie de disparition. Son déclin, croissant depuis ses succès de 1986, a pris une vitesse incontrôlable fin 1991. L'inhibition politique de M. Suarez lui-même, depuis les élections de 1989, la débâcle de son parti aux municipales de 1991, les luttes entre les barons et les clans font que le Congrès que ce parti a tenu fin septembre 1991 tourna à la mascarade : le candidat de M. Suarez, M. Morodo — ancien du PSP de Tierno Galvan — a été battu, les délégués ont choisi le Président et le secrétaire

général dans deux factions opposées, et pour finir le nom même de M. Suarez (absent) a été hué chaque fois qu'il a été prononcé à la tribune.

Les communistes, et de ce fait la coalition Izquierda Unida, n'ont pu se soustraire aux débats, parfois âpres, sur le sens du communisme en tant que projet politique, notamment après le succès du putsch de Moscou de l'été 1991. M. Anguita, le secrétaire général, tout en choisissant de rester communiste, ne pourrait être assimilé à M. Cunhal ou M. Marchais. Le passé eurocommuniste du PCE et la pluralité d'options idéologiques au sein d'Izquierda Unida en font un cas spécifique, plus proche du cas italien que du cas français.

Pour conclure, l'Espagne se prépare à affronter 1992, année qui s'annonce riche en événements : les Jeux olympiques de Barcelone, l'Expo de Séville, la célébration du 500<sup>e</sup> anniversaire de la découverte de l'Amérique (et les polémiques autour du bilan de notre histoire commune avec l'Amérique latine) en sont des références importantes. Et aussi, le dixième anniversaire de l'arrivée des socialistes au pouvoir. Il est trop tôt pour en tirer un bilan objectif. Mais quel que soit le temps que le PSOE restera au Gouvernement, seul ou en coalition, cette expérience est déjà un événement historique. Ne serait-ce que parce qu'elle a eu lieu. Dans un pays qui, ne l'oublions pas, est entré en démocratie en 1977, et n'a connu pendant les cinquante ans précédents que dictatures et autoritarismes.